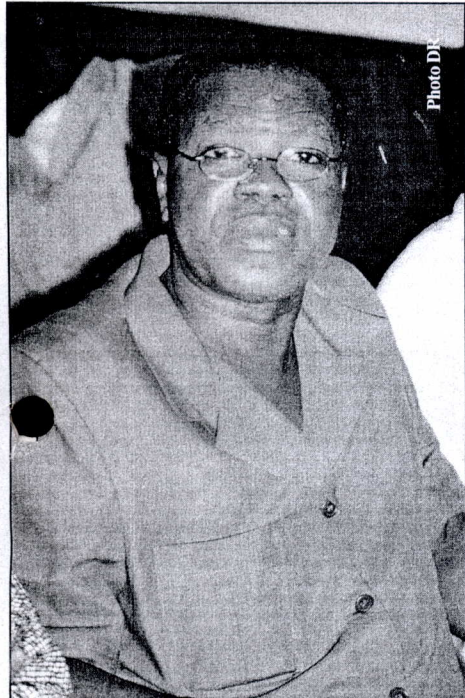


Pugilat à l'Assemblée Nationale

La Ldcb et Alcrer invitent les protagonistes à mettre la balle à terre

Le pugilat de mardi 12 août dernier entre les députés Djibril Débourou et Sacca Fikara continue de susciter la polémique. Analysant les conséquences de ce pugilat et des autres actes qui ont suivi, l'Ong Alcrer et la Ligue pour la défense des consommateurs du Bénin appellent les protagonistes à mettre la balle à terre. C'est la substance du communiqué conjoint qu'ils viennent de rendre public.



Le président Martin Assogba reprend la veille citoyenne

Communiqué

Violence au parlement : une honte pour la démocratie béninoise

Depuis le début de cette semaine, les médias relatent avec force détails le déroulement des activités parlementaires. Les nombreuses images de violences verbales et physiques au sein de l'hémicycle, véhiculées par les différentes chaînes de télévisions nationales n'ont jamais

été vues depuis le début du renouveau démocratique. Cette violence, fondée sur une crise politique qui va de plus en plus croissante, interpelle tous les hommes épris de paix et de dignité et respectueux de la considération dont jouit notre démocratie en Afrique et dans le monde.

Ces tristes spectacles auxquels nous font assister nos honorables députés en rajoutent aux souffrances actuellement vécues par les consommateurs en proie à la cherté

de la vie.

Non contents de ne pas s'impliquer dans la résolution de la crise alimentaire et énergétique face à laquelle se débattent leurs électeurs qui ont placé confiance en eux en les élisant, les députés de la cinquième législature ne donnent pas un bon exemple à leurs enfants en se livrant à des pugilats indignes de leur rang.

En procédant comme ils le font actuellement, nos honorables députés jettent un discrédit sur la démocratie béninoise et du ridicule sur leurs propres personnes.

Face à cette situation, la Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin (LDCB) et l'Association de Lutte contre le Racisme, l'Ethnocentrisme et le Régionalisme (ALCRER) voudraient appeler toutes les forces politiques à mettre la balle à terre et à engager des discussions franches pour parvenir au consensus qui a prévalu à la conférence des forces vives de la nation de février 1990. Elle voudrait profiter de cette opportunité pour demander à tout le peuple béninois de se mobiliser pour mettre en action, en cette période de cherté de la vie, son génie créateur afin de faire de notre pays un pays où il fait bon vivre pour chacun et pour tous.

Fait à Cotonou, le 15 Août 2008

Pour la Ldcb
Romain Abilé Houéhou

Pour Alcrer
Martin Assogba

Conférence de presse du commandant militaire de l'Assemblée nationale

Objectif : discréditer Houngbédji
(La preuve que le leader du Prd fait peur à Yayi)

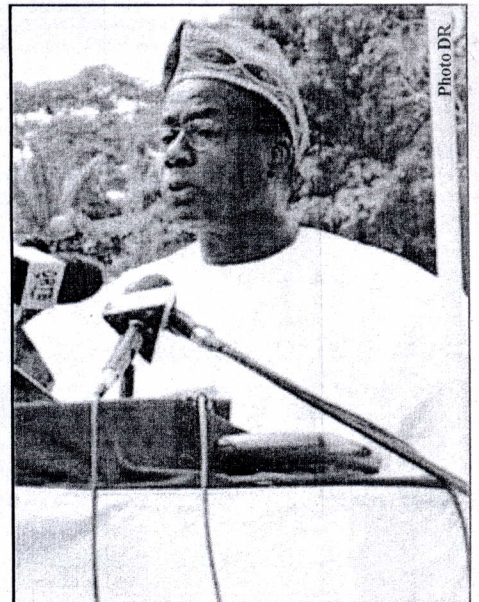
Dans l'après-midi du mardi 19 août 2008, le commandant militaire de l'Assemblée nationale a rencontré les hommes des médias pour livrer sa version des faits au sujet du retrait des Akms aux gardes de corps de certains députés. Une sortie médiatique qui, par la force des choses s'est appesantie sur le cas Adrien Houngbédji.

Grégoire Amangbégnon

Une occasion de plus pour régler des comptes avec le leader du Prd. Voilà l'impression qu'ont eue les hommes des médias présents à la conférence de presse donnée par le Lieutenant-colonel Antoine Guy Adjaho, Commandant militaire de l'Assemblée nationale. Ayant décidé de s'expliquer par rapport à un sujet qui fait l'actualité, l'homme n'est pas allé par quatre chemins. Il s'est consacré dans ses explications au cas du leader du Prd, Me Adrien Houngbédji avec des documents à l'appui. A l'en croire, la garde du corps du président du Prd a sollicité une arme Akms fin juillet dans le cadre d'une mission à Parakou, ce qui coïncide évidemment avec la célébration de la fête du 1^{er} août. Par conséquent, il ne comprend pas pourquoi, Houngbédji n'a plus effectué le déplacement sur cette ville. En clair, il rejette l'idée d'insécurité évoquée par certains proches du leader du Prd pour justifier cette absence. Seulement, il n'a pas dit si le fait de bénéficier de cette arme suffit dans le contexte actuel pour qu'une personnalité se rende à Parakou. Plus important est que depuis un moment, certaines personnalités ne cessent de subir des menaces de toutes sortes dont Me Adrien Houngbédji en tête. Une réalité face à laquelle le gouvernement est resté insensible. Certains ont demandé qu'on renforce leur sécurité, ce qui a été fait, à en croire Adjaho. Mais qu'a fait concrètement le gouvernement ou le commandant militaire de l'Assemblée pour permettre au prési-

dent du Prd de se rendre en sécurité à Parakou ? Là réside tout le problème. Qu'on le veuille ou non, on est obligé d'admettre que n'importe qui d'autre aurait agi de la même manière compte tenu de la tension politique nationale. Il s'agit donc d'une sortie qui ne laisse personne indifférent. L'objectif est de discréditer Me Adrien Houngbédji qui, coïncidence pour coïncidence au même moment assistait à l'inhumation de son jeune frère décédé à Paris. Une conférence de presse d'un militaire, ce n'est pas chose fréquente. Les journa-

listes qui se demandaient ce que Antoine Adjaho voulait dire ont compris. Si non, pourquoi peut-on choisir le cadre d'une conférence de presse pour exhiber un bon déposé par un soldat à sa hiérarchie pour prendre des armes et des munitions, alors qu'on a tous les moyens pour punir ce subalterne si on estime qu'il n'a pas respecté la réglementation militaire en vigueur en matière de détention prolongée d'arme de type Akms ? Le camp Yayi continue de craindre Me Adrien Houngbédji. L'avis est largement partagé.



La vie du président Adrien Houngbédji est toujours menacée

Vie des mouvements politiques
Les jeunes de la majorité présidentielle divisés

A. A.

La division commence pour gagner les jeunes de la majorité présidentielle réunis autour du Chef de l'Etat. Du Nord au Sud, ces jeunes ne parlent plus le même langage. On pourrait mettre sur le compte de cette division la position tranchée affichée par les jeunes de Parakou à quelques jours seulement de la célébration de la fête du 1^{er} août. Cette réaction de ces jeunes qui se réclamaient pourtant de la majorité présidentielle paraît surprenante. Dans l'entourage du Chef de l'Etat, des mains invisibles

ont été même soupçonnées. Aujourd'hui, les choses commencent par se préciser. La fronde a gagné les jeunes des autres départements qui pensaient créer une forte synergie autour du Chef de l'Etat dans la perspective de 2011. Ces jeunes soupçonnent d'ailleurs des velléités tendant à créer une division de fait au sein de la jeunesse mobilisée autour du Chef de l'Etat. De façon constante, la main invisible soupçonnée est malheureusement dans l'entourage du Chef de l'Etat. C'est dire donc qu'autour du président Boni Yayi, il y a une véritable guerre d'intérêt.

Crise politique à l'Assemblée Nationale
Et si Nago prenait exemple sur le président du Pakistan

Affissou Anonrin

La crise qui secoue l'Assemblée Nationale du Bénin a atteint un niveau inquiétant. Dans l'opinion publique, l'image que projette cette institution de la République est tout simplement négative. Tout le monde en parle. Des acteurs de la société civile aux écoliers, en passant par les hommes de la rue, personne ne veut prendre pour modèle les députés de la 5^e législature. Les plus critiques de ces analystes n'hésitent pas à demander au président de l'Assemblée Nationale de re-

mettre le tablier. Pour les uns et les autres, il est temps qu'il cède son fauteuil à quelqu'un d'autre au nom de la sauvegarde des acquis de la Conférence des forces vives de la nation. En vérité, c'est à lui qu'on impute la responsabilité de l'instabilité actuelle au Parlement. Et ceux qui épousent cette thèse sont d'ailleurs formels. « Avec Mathurin Nago, le Parlement béninois a fait plusieurs bonds en arrière. Et à l'allure où vont les choses, on ne serait pas loin du scénario catastrophe ». Cet avis est très partagé dans l'opinion publique où on es-

time que le patron de l'Assemblée Nationale doit en vérité tirer leçon de l'exemple Pakistanais. L'évidence aujourd'hui est établie. Et on ne doit pas prendre à la légère les propos du Professeur Denis Amoussou Yéyé qui, le dimanche dernier sur une chaîne de télévision privée a prodigué les conseils d'un psychologue averti à son frère de corps qu'est le président Mathurin Nago. En plus des 48 députés de la coalition anti-cauris qui ont rejeté le rapport d'activité du président de l'Assemblée Nationale, il y a au sein de la lignée

Fcbe des gens qui veulent du départ du patron du Palais des gouverneurs. Et c'est ce qui corrobore la main invisible ou occulte dont parle le Professeur Denis Amoussou Yéyé. Le président Mathurin Nago a certainement compris. Et logiquement, il ne devrait plus pousser loin le bouchon. Mettre sur pied une commission d'enquête pour vérifier sa gestion n'est pas forcément synonyme de sa déchéance. S'il ne se reproche rien, qu'il laisse alors faire. C'est l'avis du Professeur Denis Amoussou Yéyé et de plusieurs Béninois.